

## Algérie : la BM s'attend à une croissance de 2,5% en 2018

Publié Le : Jeudi, 04 Octobre 2018 17:00 Lu : 207 fois

[Imprimer](#) | [Envoyer](#) | [Partagez](#)

WASHINGTON - L'économie algérienne devrait enregistrer une croissance de 2,5% en 2018 contre 1,6% en 2017, prévoit la Banque mondiale qui table sur une baisse du double déficit avec la mise en place des réformes prévues au plan économique.

"La croissance en Algérie devrait rester stable au dessus de 2% en moyenne jusqu'à la fin de la décennie", anticipe le premier acteur de l'aide au développement dans son rapport de suivi de la situation économique dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, présenté mercredi à Washington. La prévision actualisée de 2,5% même en baisse comparée au 3,5% anticipé dans l'édition précédente du rapport, publié en avril et aussi dans le dernier rapport de la Banque sur les perspectives économiques mondiales de juin, reste cependant supérieure à la moyenne de 2% prévue pour la région Mena dans son ensemble.

La croissance dans les pays exportateurs de pétrole de la région est attendue à 1,6% cette année. La BM a revu à la hausse la prévision de croissance en Algérie pour 2019 à 2,3% contre 2% prévu en juin, ajustant aussi à la hausse celle de 2020 à 1,8% contre 1,3% projeté auparavant. Selon les projections de la banque, ces taux de croissance devraient s'accompagner en 2019 et 2020 d'une baisse du double déficit (déficit public et déficit de la balance courante) à la faveur des réformes qui seront mises en place telles que la levée de subventions et l'amélioration du climat des affaires.

Ainsi, le déficit budgétaire devrait représenter -6,9% du Pib en 2018 contre -9% en 2017. Cette tendance baissière devrait se maintenir à -5,8% du Pib en 2019 et à -4,5% en 2020. Le solde de la balance courante, devrait aussi reculer à -8,5% du Pib en 2018 contre -12,8% en 2017 et baisser davantage à -7,2% du Pib en 2019 et à -5,9% en 2020. Le rapport de la BM table, par ailleurs, sur "une amélioration modeste" de la croissance dans la région Mena à 2,3% en 2019 et 2,8% en 2020.

La reprise de la croissance sera principalement le résultat de l'amélioration de l'activité économique des exportateurs et des importateurs de pétrole à la fois. La croissance pour cette année est attendue autour de 2% contre 1,4% en 2017, précise l'édition de ce rapport, intitulée *Une nouvelle économie pour le Moyen-Orient et*

*l'Afrique du Nord*. Mais les taux de croissance globaux des pays exportateurs et importateurs de pétrole resteront inférieurs aux niveaux observés de 2005 à 2010.

L'institution de Bretton Woods explique que ces prévisions reflètent plusieurs facteurs, en grande partie le ralentissement des ajustements budgétaires, l'augmentation des dépenses de reconstruction dans les pays touchés par les conflits comme l'Iraq, la fin de la réduction de la production pétrolière des pays Opep ainsi qu'une légère reprise de la demande extérieure. Cependant, les exportateurs de pétrole bénéficieront considérablement des prix de brut relativement élevés, d'une hausse de la production pétrolière, des réformes mises en place et d'une éventuelle augmentation de la demande extérieure.

Le déficit budgétaire global de la région devrait se réduire à 3,1% du Pib d'ici à 2020. Les exportateurs de pétrole, y compris les pays du Conseil de coopération du Golfe devraient connaître une réduction de leur déséquilibre budgétaire grâce la hausse des prix de pétrole mais aussi aux efforts de diversification de l'économie qui enregistrent un certain succès, constate la BM. Evoquant les perspectives du marché pétrolier, la Banque est restée prudente sur l'évolution des prix, en expliquant que "*plusieurs facteurs compensateurs*" pourraient freiner la hausse observée ces derniers mois.

La Banque cite en particulier l'éventuel ralentissement de la reprise mondiale et les incertitudes entourant les investissements et la consommation dans le secteur pétrolier qui pourraient impacter la demande. En parallèle, les sanctions imposées par les Etats-Unis au secteur pétrolier iranien pourraient réduire les exportations de pétrole iranien de plusieurs centaines de milliers de barils par jour.

*"Si la baisse de la production ne s'accompagne pas d'une augmentation provenant d'un autre pays exportateur de pétrole, notamment l'Arabie saoudite, le marché pétrolier serait sous-approvisionné, exerçant une pression à la hausse sur les prix"*, précise la BM qui table sur un baril à 70 dollars en 2018, soit 12 dollars de plus que la prévision anticipée en janvier dernier.